

# Les salafis égyptiens à l'heure de la contre-révolution

Romain Caillet



RELIGI  SCOPE

**Cahiers de l'Institut Religioscope**

Numéro 9

Octobre 2013

Chercheur et consultant sur les questions islamistes, **Romain Caillet** (@RomainCaillet) est un historien spécialiste du salafisme contemporain. Ses travaux sont également consacrés à la guerre civile syrienne et plus largement aux rapports sunnites/chiites dans le monde arabe. Installé à Beyrouth, il a vécu durant trois ans au Caire et deux ans à Amman.

*Ce cahier est également disponible en ligne au format PDF :*  
**[www.religioscope.org/cahiers/09.pdf](http://www.religioscope.org/cahiers/09.pdf)**

*La publication de ce cahier a été financée par la Fondation Religioscope.  
Il est distribué gratuitement et ne peut être vendu.*

Illustration de couverture : Mosquée Râbi'a al-'Adawiyya dévastée par l'incendie, Le Caire, août 2013.  
© 2013 Ayman Aref Saad El-Din, Le Caire.  
Page Facebook du photographe : <https://www.facebook.com/AymanArefSaadElDinIPhotography>.

© 2013 Romain Caillet – Institut Religioscope

# Table des matières

<b>Introduction</b>	<b>3</b>
<b>1. Le parti an-Nûr et le mouvement de la prédication salafie d’Alexandrie, ruptures et continuités</b>	<b>5</b>
<b>1.1. Des mosquées d’Alexandrie jusqu’au parlement</b>	<b>5</b>
<b>1.2. La da‘wa salafiyya peut-elle être un parti comme les autres ?</b>	<b>7</b>
<b>1.3. Le Hizb an-Nûr face au Hizb ar-Rayya : le salafisme égyptien entre soumission politique et « salafisme révolutionnaire »</b>	<b>10</b>
<b>1.4. Le Hizb an-Nûr et les salafis quiétistes face au coup d’État : un retour à la soumission politique ?</b>	<b>12</b>
<b>2. Le retour des jihadistes</b>	<b>15</b>
<b>2.1. Des jihadistes sur la place Tahrîr ?</b>	<b>15</b>
<b>2.2. Le jihadisme inclusif de Muhammad az-Zawâhirî et les débats qu’il suscite</b>	<b>17</b>
<b>2.3. Les jihadistes au secours des Frères Musulmans ?</b>	<b>21</b>
<b>Conclusion</b>	<b>23</b>



# Introduction

La destitution du Président Muhammad Morsi, renversé le 3 juillet 2013, une semaine avant le début du mois de Ramadan, lors d'un coup d'État mené par les forces armées égyptiennes, sous le commandement du Général 'Abd al-Fattah as-Sissi, marque le début d'une crise politique majeure en Égypte. Bien que cette crise ne se résume pas à une opposition entre islamistes et laïcs, les salafis quiétistes du parti an-Nûr ont au départ soutenu le coup d'État, tandis que les militants libéraux et laïcs disposent de peu d'influence sur l'institution militaire. Le risque d'une guerre civile est néanmoins réel. En effet, la probabilité d'une confrontation généralisée augmente au fur et à mesure que s'accroît la répression du nouveau régime, qui a déjà provoqué la mort de plusieurs centaines de militants des Frères Musulmans, tandis que leur Guide suprême, Muhammad Badî', a été placé aux arrêts le 19 août 2013, rejoignant ainsi le Président déchu Muhammad Morsi, en détention depuis le 4 juillet. Toutefois, selon toute vraisemblance, ce qu'il reste des dirigeants de la confrérie devrait veiller à éviter de basculer dans la lutte armée, essentiellement pour deux raisons. La première réside dans la volonté de la confrérie de ne pas s'éloigner du cadre de l'islam politique légal, sur lequel il exerce encore une large domination<sup>1</sup>. La seconde tient à la structure avant tout politique du mouvement des Frères Musulmans, relativement peu rompu à la lutte armée. En cas de guerre civile, la confrérie serait donc vraisemblablement dépassée par les formations jihadistes, beaucoup plus combatives, qui prendraient alors le commandement du Jihad contre l'armée égyptienne.

Face à cette contre-révolution, rassemblant une coalition hétéroclite, allant des révolutionnaires libéraux aux partisans de l'ancien régime, les courants salafis égyptiens ont été loin de se montrer tous solidaires des Frères Musulmans. Ainsi, les salafis inclusifs du parti an-Nûr ont tout d'abord fait preuve d'une certaine compromission avec le pouvoir militaire, qu'ils ont cautionné dans un premier temps, avant de se retirer du processus politique après le massacre de la garde présidentielle du 8 juillet. À l'opposé, le salafî révolutionnaire Hâzim Abû Ismâ'îl, *leader* des tenants d'un salafisme politique intransigeant, jugés idéologiquement proches des Frères Musulmans, a été arrêté à son domicile le vendredi 5 juillet.

---

<sup>1</sup> À l'exception du parti salafî an-Nûr, second parti politique du pays, ayant obtenu près de 28% des sièges lors des dernières élections législatives de 2011-2012, qui a soutenu passivement le coup d'État du 3 juillet, les autres formations politiques se revendiquant de « l'islam politique » sont loin de pouvoir rivaliser électoralement avec les Frères Musulmans.

Au-delà de ces formations politiques et légalistes, le courant jihadiste égyptien est plus que jamais à la croisée des chemins. S'il bénéficiait d'une liberté d'expression totale depuis la chute du régime de Hosni Moubarak, ce qui lui a permis d'acquérir une réelle visibilité dans l'espace public, tout laisse penser qu'il sera prochainement la cible de la répression qui frappe actuellement les membres des Frères Musulmans. Cependant, le courant jihadiste est loin d'être un front uni. Durant la présidence de Morsi s'est développé un débat interne entre ceux qui refusèrent d'excommunier les Frères Musulmans et l'aile la plus radicale des jihadistes, dont les prédicateurs affirmèrent qu'il n'y avait finalement pas de différence entre Muhammad Morsi et Hosni Moubarak.

Cette étude se propose de mettre en perspective les matériaux rassemblés lors d'une étude de terrain menée au Caire, du 3 au 13 mai 2013, dans le cadre d'une analyse de la crise politique provoquée par le coup d'État du 3 juillet. Le déroulement de notre enquête s'est divisé en trois étapes. Nous avons tout d'abord mené des entretiens avec des personnalités du courant salafi jihadiste, dont les principales figures ne nous étaient pas inconnues. La seconde étape de notre enquête a consisté en des entretiens avec des chercheurs et des journalistes égyptiens. L'étape suivante a été consacrée à des entretiens avec les acteurs du salafisme politique, qu'ils adhèrent au parti an-Nûr ou de ce qui fut, de façon fugitive, son principal concurrent sur la scène salafie, le parti ar-Râyya, dont le coup d'État militaire a sans doute compromis définitivement la légalisation. Nous avons enfin rencontré des personnalités telles qu'Usâma al-Qûsî, qui peut certes paraître parfois isolé, mais mobilise de nouveaux types de discours, notamment le concept du « salafisme libéral » : cela pourrait donner naissance à de nouvelles nuances du courant islamiste, notamment sous l'influence de la contre-révolution, dont la composante ou la façade laïque et « libérale » affiche aujourd'hui sa volonté d'enterrer définitivement « l'islam politique ».

# 1 - Le parti an-Nûr et le mouvement de la prédication salafie d'Alexandrie, ruptures et continuités

## 1.1 - Des mosquées d'Alexandrie jusqu'au parlement

Issu du mouvement de la *Da'wa* (prédication) salafie d'Alexandrie (DSA), une organisation religieuse fondée à la fin des années soixante-dix, le *Hizb* (parti) *an-Nûr* (HN) était parvenu lors des élections législatives de 2011-2012 à unifier quasiment l'ensemble du spectre salafi.

La « prédication salafie » (*ad-da'wa as-salafiyya*) est une organisation religieuse fondée en 1977 par un groupe d'étudiants de l'université d'Alexandrie, devenus de grandes figures du salafisme égyptien, notamment Yâsir Burhâmî, Muhammad Ismâ'îl al-Muqaddam, Ahmad Farîd, Sa'îd 'Abd al-'Azîm et Ahmad Hatîba. Aujourd'hui oulémas renommés, ils étaient à l'origine des étudiants en Faculté de médecine : à l'instar de la plupart des militants islamistes de leur génération, ils n'avaient pas opté au départ pour une formation religieuse à l'université. À la différence des « Partisans de la tradition Muhammadienne (*Ansâr as-Sunna al-Muhammadiyya*) », fondée en 1926, la DSA n'est pas considérée comme une structure liée à l'Arabie saoudite. Basés dans la ville d'Alexandrie, ses dirigeants se réclament certes du courant salafi, mais n'ont pas été formés dans les universités saoudiennes et se différencient des positions des oulémas saoudiens sur un certain nombre de questions de jurisprudence (*fiqh*), à l'instar du *shaykh* jordanien Muhammad Nâsir ad-Dîn al-Albânî (1914-1999)<sup>2</sup>.

Organisé sur le modèle d'autres organisations étudiantes d'envergure nationale, voire de partis politiques, le mouvement développe des branches et des sections dans toute l'Égypte, la maison mère restant toutefois établie dans la cité d'Alexandre le Grand. Cet enracinement géographique du mouvement se retrouve dans son appellation : on évoque ainsi « l'école salafie d'Alexandrie » ou le plus souvent « la prédication salafie d'Alexandrie » (DSA). Il semble que deux raisons objectives aient convaincu les services du régime Moubarak de laisser ce mouvement prospérer pendant plusieurs décennies. La première s'explique par la volonté des fondateurs de la DSA de se limiter à l'étude et l'enseignement de la théologie, sans aborder ses implications sociétales, et d'abandonner totalement le champ politique. La seconde raison réside dans la capacité de nuisance de la DSA envers les autres mouvements islamistes, qu'il s'agisse

---

<sup>2</sup> S. LACROIX, « L'apport de Muhammad Nasir al-Din al-Albani au salafisme contemporain : de la régénération du wahhabisme à l'invention d'un apolitisme militant », in Bernard ROUGIER (dir.), *Qu'est-ce que le salafisme ?*. Paris : Presses Universitaires de France (PUF), 2008, p. 45-64. Sur les divergences ayant opposé al-Albânî aux traditionalistes saoudiens, voir *ibid.*, p. 53-54.

des Frères Musulmans ou du courant jihadiste, représentant respectivement un adversaire politique et un danger sécuritaire pour le régime.

Lors de la révolution du 25 janvier 2011, la grande majorité des membres de la DSA se montrèrent hostiles au soulèvement populaire<sup>3</sup> à la fois pour des motifs religieux, la contestation de l'autorité politique étant selon eux proscrite dans la religion musulmane, mais aussi pour des raisons plus pragmatiques. Convaincus que les révolutionnaires ne parviendraient pas à renverser le régime de Moubarak, de nombreux salafis



Yâsir al-Burhâmî, principal fondateur de la DSA  
(source: [www.facebook.com/yasserborhamy](http://www.facebook.com/yasserborhamy)).

s'abstiennent de participer aux manifestations, de crainte de devenir les boucs émissaires d'une répression féroce du régime. Gageons que si des islamistes avaient mené les cortèges de manifestants, la réaction de la police égyptienne aurait sans doute été beaucoup plus violente et n'aurait pas suscité la même indignation auprès des partenaires occidentaux du régime Moubarak. Ainsi, le vendredi 4 février 2011, nommé « le jour du départ » (*yawm ar-rahîl*) par les comités de la révolution, plusieurs mosquées liées à la DSA restèrent fermées, la grande prière du vendredi se trouvant purement et simplement annulée, de crainte de voir des manifestations s'y dérouler<sup>4</sup>. À la périphérie du mouvement, les personnalités salafies n'appartenant pas formellement à la DSA, mais considérés comme idéologiquement proches, notamment Muhammad Hassân ou Mustafâ al-'Adawî, firent preuve d'attentisme, voire d'opportunisme, vis-à-vis de la révolution à laquelle ils se rallièrent quelques jours avant la chute de Hosni Moubarak<sup>5</sup>.

Malgré cela, le mouvement devint l'un des principaux bénéficiaires de l'après-Moubarak. Abandonnant sa stratégie d'évitement de la sphère politique, il avança comme argument la protection de l'identité islamique de l'Égypte face à la menace des milieux libéraux, désireux de séculariser davantage la société égyptienne. Ainsi, la DSA se dota au printemps 2011 d'une branche politique, le Hizb an-Nûr (HN), qui remporta près d'un quart des sièges aux élections législatives de 2011-2012. Plusieurs observateurs de la mouvance islamiste virent dans ce revirement une évolution structurelle de l'ensemble du courant salafî quiétiste, imaginant ainsi que tous les tenants de ce courant, voire de son concurrent jihadiste évolueraient de la même manière, pour peu que le contexte politique de leurs enceintes nationales respectives le permette.

<sup>3</sup> A l'exception notable de Nâdir Bakkâr, ancien porte-parole du parti an-Nûr qui répète régulièrement sur les plateaux de télévision qu'il a participé aux manifestations sur la place Tahrîr durant la révolution du 25 janvier 2011.

<sup>4</sup> P. HAENNI et H. TAMMAM, « Égypte : les religieux face à l'insurrection », *Religioscope*, février 2011, [http://religion.info/french/articles/article\\_517.shtml](http://religion.info/french/articles/article_517.shtml), consulté le 4 août 2013.

<sup>5</sup> R. CAILLET, « Le champ salafî au prisme des révolutions tunisienne et égyptienne », dans *Les carnets de l'Ifpo : la recherche en train de se faire à l'Institut français du Proche-Orient* (Hypotheses.org), 2011 (en ligne : <http://ifpo.hypotheses.org/1255>, consulté le 4 août 2013).



Cependant, à la différence du courant madkhaliste, adoptant une ligne de totale soumission politique aux régimes arabes, ou de leurs rivaux jihadistes opposés au principe d'une consultation électorale, la DSA ne s'était pas écartée du jeu politique sur une base idéologique. En effet, si les salafis égyptiens refusèrent de participer au débat politique durant l'ère Moubarak, ce fut davantage par pragmatisme, face à un système politique verrouillé, que par un véritable rejet dogmatique. Sur la base de ce constat, il nous avait d'ailleurs été possible de prévoir<sup>6</sup>, au lendemain de la chute du régime Moubarak, l'entrée en politique des salafis égyptiens, alors que très peu de gens croyaient à cette politisation du salafisme en Égypte.

## 1.2 - La da'wa salafiyya peut-elle être un parti comme les autres ?

Devenus la seconde force politique du pays, les salafis se sont présentés devant l'électorat islamiste comme plus sourcilleux des textes que les Frères, tout en développant des relations avec l'armée, mais aussi avec des acteurs politiques ou institutionnels plus inattendus, notamment les libéraux ou des représentations diplomatiques occidentales.

Se distinguer des Frères Musulmans, en démontrant son attachement au respect de la loi islamique (*sharī'a*), fut pour le HN une question fondamentale, au cœur de son identité de parti salafi. Ainsi, lors d'entretiens avec des militants du HN au sujet du bilan de leur parti en matière de défense de l'islam, tous évoquent spontanément leurs efforts pour préciser la définition de la loi islamique dans la constitution égyptienne, rédigée sous la présidence d'Anouar el-Sadate en 1971. Si, dans cette constitution, la loi islamique a effectivement été instaurée comme la principale source du droit égyptien, rien ne définissait ce qui était entendu par le terme « loi islamique ». Mis en minorité au parlement par les Frères Musulmans, craignant d'être accusés d'imposer aux libéraux et à la minorité copte un « régime fondamentaliste », les salafis ne sont pas toutefois parvenus à imposer totalement leur interprétation de la « loi islamique ». Les parlementaires du HN durent ainsi abandonner le concept de « sentences » (*ahkâm*) des écoles juridiques sunnites au profit de celui de « principes », ouvrant la voie à de multiples interprétations par les magistrats égyptiens, ayant alors davantage la possibilité de faire primer l'esprit sur le texte.

Au cours des deux années qui ont suivi son apparition sur la scène politique, puis son entrée au parlement, le HN a fini par se banaliser aux yeux de l'ensemble des Égyptiens, quelle que soit leur appartenance politique. Redouté au départ par les formations laïques, voyant en lui un parti extrémiste, il a surpris la classe politique en établissant un dialogue direct avec le Front du Salut National (FSN), rassemblant à la fois des militants libéraux et d'anciennes figures du régime de Hosni Moubarak. Peu à peu, les libéraux ont fini par apprendre à connaître le HN, avec lequel ils entretiennent aujourd'hui des relations plus apaisées qu'avec les Frères Musulmans. La seule exception dans ce « rapprochement tactique » avec les milieux libéraux, ayant pour but d'isoler

---

<sup>6</sup> *Ibid.*

les Frères Musulmans, reste celle des relations difficiles du HN avec la minorité copte, qui exprime une méfiance persistante vis-à-vis de toutes les expressions de l'islamisme en Égypte.

La principale stratégie du HN pour séduire ces nouveaux partenaires politiques réside dans sa critique systématique du népotisme des Frères, les accusant de monopoliser tous les postes d'influence. Dépourvu d'élite, le HN parvient ainsi à transformer l'une de ses principales faiblesses – l'absence de cadres compétents capables de gouverner – en un atout pour séduire d'éventuels alliés, qui pourraient se tailler la part du lion dans un gouvernement du HN, car celui-ci n'aurait pas les compétences nécessaires pour occuper tous les portefeuilles qui lui reviendraient. Du côté de l'institution militaire égyptienne, seul acteur incontournable de la scène politique quel que soit le gouvernement au pouvoir, les dirigeants du parti salafi ont su tisser avec plusieurs officiers de l'armée des liens bien antérieurs à la formation du HN<sup>7</sup>. C'est sans doute l'existence de cette « relation privilégiée », en comparaison avec le conflit larvé opposant l'institution militaire aux FM, qui explique pourquoi le mouvement des « officiers barbus », soutenu par le *shaykh* Yâsir al-Burhâmî, principal idéologue du HN, s'est limité aux agents de la police égyptienne<sup>8</sup>. Ainsi, les chaînes salafies donnèrent à de multiples reprises la parole à des policiers ayant subi des sanctions pour avoir refusé de se raser, sous la pression de leur hiérarchie. *A contrario*, une telle revendication ne fut jamais médiatisée dans l'armée, où pourtant le niveau de pratique religieuse paraît supérieur et où il est difficile de penser qu'aucun soldat n'ait un jour songé à mettre en pratique l'injonction prophétique du port de la barbe.

Malgré la relative banalisation du HN au sein de la société égyptienne, ce ne sont pas les éléments les plus pragmatiques du parti qui sont parvenus à prendre le dessus. Au contraire, ce sont les *shuyûkh*, détenteurs de l'autorité théologique, qui ont maintenu leur domination, sans que le passage de « la mosquée » au « parlement » ait influé sur le cours des choses. Ainsi, le conflit ayant opposé le *shaykh* Yâsir Burhâmî, leader de la DSA, à 'Imâd 'Abd al-Ghaffûr, membre fondateur du HN, provoqua la démission de ce dernier, qui a formé le parti al-Watan, une nouvelle formation qui reste toutefois loin d'entamer les forces vives du HN. L'échec de 'Imad 'Abd al-Ghaffûr, malgré sa qualité de membre fondateur du HN, en ne parvenant pas à rallier à lui la majorité des militants du parti, a démontré que celui-ci s'appuyait davantage sur ses guides religieux que sur ses cadres politiques, comme nous l'a fait remarquer le militant Ahmad Salâh ad-Dîn :

« Le problème de 'Imad 'Abd al-Ghaffûr c'est qu'il a oublié que personne ne le connaissait avant qu'il fasse de la politique, contrairement aux *shuyûkh*. Il a également oublié que ces *shuyûkh* étaient les piliers du parti. »<sup>9</sup>

---

<sup>7</sup> Cette observation est également valable pour les officiers des services de renseignements et de la sûreté de l'État (*Amn ad-Dawla*), si ce n'est que ces derniers ont considérablement perdu l'influence, voire l'impunité, dont ils jouissaient sous l'ère Moubarak.

<sup>8</sup> Voir notamment cette intervention de Yâsir Burhâmî, insistant sur l'obligation du port de la barbe y compris pour les officiers de Police. L'essentiel de cette intervention prend à partie M. Morsi pour son manque de soutien à ces « officiers barbus » (<http://www.youtube.com/watch?v=7k3c6DIrDHg>, consulté le 19 août 2013).

<sup>9</sup> Entretien avec l'auteur au Caire, le 8 mai 2013.

Hormis le prestige des *shuyûkh*, ce sont les associations caritatives salafies qui constituent le second pilier de la popularité du HN auprès des populations les plus pauvres. En effet, l'observateur qui se rend dans un quartier ayant massivement voté pour le parti salafi constate bien évidemment que la majorité des habitants n'adopte pas les codes moraux, piétistes et vestimentaires de la *salafiyya*, qu'il s'agisse du port d'une barbe fournie pour les hommes ou du voile intégral pour les femmes<sup>10</sup>.

L'explication la plus plausible de ce qui peut paraître au premier abord comme un « paradoxe politique » réside tout simplement dans le fait que la majorité des électeurs du HN ne sont pas des salafis, mais de simples musulmans, sans appartenance militante particulière. Leur vote s'explique essentiellement pour deux raisons : le respect inspiré par les *shuyûkh* et la reconnaissance envers le travail social effectué par les associations caritatives salafies ou considérées comme telles, qui sont, comme nous l'avons vu, les deux piliers de la popularité du HN dans les milieux les plus modestes. À l'aune de cette explication, on peut facilement comprendre l'échec de 'Imâd 'Abd al-Ghaffûr qui ne disposait ni du prestige religieux des *shuyûkh*, ni de véritables moyens financiers lui permettant de mettre en place un réseau caritatif, auquel son nom aurait été immédiatement associé dans l'esprit des habitants des quartiers déshérités.

On peut toutefois raisonnablement penser que le HN est déjà arrivé au maximum de son potentiel électoral, le réservoir des voix salafies ne nous paraissant pas pouvoir s'étendre à l'infini. On peut d'ailleurs estimer que le HN avait réussi une performance inattendue en rassemblant derrière lui, le temps d'une élection, la quasi-totalité du spectre salafi, notamment les tenants du courant « inclusif ». On peut donc raisonnablement penser que ses résultats électoraux devraient être moindres lors de prochaines élections, ou les pertes dans l'électorat salafi dérouter par l'évolution jugée trop pragmatique du parti, pourraient être, en partie, compensées par le report de certains électeurs conservateurs ayant été particulièrement échaudés par la mauvaise gestion du gouvernement de M. Morsi. Enfin, dans les milieux salafis plus militants, le HN est bien entendu dénoncé par les jihadistes, à plus forte raison depuis son soutien au coup d'État militaire, mais aussi par un courant que certains observateurs appellent « le salafisme révolutionnaire »<sup>11</sup>. Ce « salafisme révolutionnaire », qui fait davantage référence à la révolution pacifique du 25 janvier 2011 – dont il se proclame issu – plutôt qu'à une lutte armée contre un régime apostat, s'incarne notamment dans la figure de Hâzim Abû Ismâ'îl et son parti politique, pour le moment non autorisé, le Hizb ar-Rayya (HR).

---

<sup>10</sup> Bien que ces signes religieux soient présents de façon non marginale dans l'espace public égyptien, dans les milieux populaires bien sûr mais aussi dans les milieux plus privilégiés.

<sup>11</sup> Nous pensons notamment à Stéphane Lacroix qui avait utilisé ce terme pour qualifier le courant de Hâzim Abû Ismâ'îl dans plusieurs émissions radios.

### 1.3 - Le Hizb an-Nûr face au Hizb ar-Rayya :

#### le salafisme égyptien entre soumission politique et « salafisme révolutionnaire »

À la différence de l'ensemble des cadres politiques du HN, Hazim Abû Isma'îl, ex-candidat exclu de l'élection présidentielle, possède un réel charisme et fédère autour de sa personne de nombreux partisans, toutefois difficiles à quantifier en l'absence d'instituts de sondages crédibles en Égypte. Dans quelle mesure la formation de son nouveau parti, Hizb ar-Raya (HR), qui signifie littéralement « le parti du drapeau »<sup>12</sup>, fondé au mois de février 2013, pouvait-il mettre en péril le monopole du Hizb an-Nûr sur le vote salafi ? C'est ce qu'espérait l'architecte Hâmid Mash'âl, ancien opposant au régime de Hosni Moubarak, qui nous a reçu lors de notre enquête dans son cabinet d'architecte située dans la rue du Liban au cœur du quartier de Muhandisîn. Hâmid Mash'âl, né en 1972, a tout d'abord évoqué son parcours d'opposant, qui débuta sur Internet. Membre actif du forum de discussion « Anâ Muslim »<sup>13</sup>, il refuse encore aujourd'hui de dévoiler le pseudonyme qu'il utilisait pour dénoncer le régime de Hosni Moubarak, notamment sa « trahison » du peuple palestinien.

Condamné à plusieurs années de prison pour ses engagements militants durant la guerre que l'armée israélienne mena à Gaza en 2008-2009, dans un contexte où le régime égyptien persista tout au long de la guerre à maintenir la frontière fermée, il fut libéré peu de temps après la révolution, puis devint une figure de l'islam politique en Égypte. Membre actif du front salafi au Caire, regroupant des personnalités refusant de s'aligner sur les positions de la DSA puis du HN jugé trop complaisants, ses activités militantes ne se limitent pas aux seuls enjeux égyptiens. Hâmid Mash'âl a ainsi participé à une manifestation organisée devant l'Ambassade saoudienne, afin de réclamer la libération des détenus d'opinions, égyptiens et saoudiens, incarcérés dans les prisons du royaume, où il avait lui-même été détenu en raison de ses engagements passés<sup>14</sup>. Devenu l'un des principaux acteurs du courant salafi révolutionnaire dans les médias égyptiens, c'est tout naturellement que Hâzim Abû Ismâ'îl le nomma porte-parole de son nouveau parti politique en cours de légalisation.

Interrogé pour savoir ce qui distingue le HR du HN, Hâmid Mash'âl évoque d'emblée, avant même de mettre en avant son expérience de militant au sein de l'opposition au régime Moubarak, la capacité des cadres de HR à mieux comprendre que leurs rivaux les mécanismes de

---

<sup>12</sup> Le logo du Hizb ar-Rayya (HR) représente un drapeau de couleur bleu, qui fut le principal symbole de la campagne présidentielle de Hâzim Abû Ismâ'îl, dont la candidature à la magistrature suprême fut au dernier moment jugée irrecevable, à l'instar de Omar Souleymane, ancien chef des services de renseignements du régime de Hosni Moubarak, et Khayrat Shâtir, principal dirigeant des Frères Musulmans.

<sup>13</sup> Célèbre forum de discussion Internet, à ne pas confondre avec une association musulmane du même nom, le réseau « *Anâ Muslim* » (je suis musulman) pour le dialogue islamique (*Shabakat Anâ Muslim lil-hiwâr al-Islâmî*) a longtemps été l'une des principales plateformes de débats entre groupes islamistes, regroupant des intervenants allant des Frères Musulmans jusqu'aux jihadistes (<http://www.muslm.org/vb/>).

<sup>14</sup> Intervention de Hâmid Mash'al devant l'Ambassade saoudienne du Caire, au cours de laquelle il révéla avoir lui-même été incarcéré en Arabie saoudite alors qu'il se rendait au royaume pour effectuer un petit pèlerinage ('Umra) (en ligne : [http://www.youtube.com/watch?v=A-j\\_pXX2ABc](http://www.youtube.com/watch?v=A-j_pXX2ABc), consulté le 16 août 2013).

fonctionnement du monde moderne ainsi que les enjeux globaux auxquels l'Égypte doit faire face.

« Nous n'avons pas de divergence religieuse fondamentale avec le Hizb an-Nûr, mais nous sommes en désaccord avec leurs orientations politiques. La doctrine politique de notre parti, Hizb ar-Rayya, se fonde sur deux axes : vaincre le despotisme au niveau national et lutter contre l'hégémonie (occidentale) que nous subissons au niveau international. »<sup>15</sup>

Quand on lui demande de préciser quelles sont les forces qu'il place derrière cette hégémonie, ou plus précisément si celles-ci se résument à l'Occident, Hâmid Mash'âl répond que son programme politique n'est pas dirigé vers tel ou tel pays, mais qu'il s'agit plutôt de restaurer l'indépendance de l'Égypte face aux puissances étrangères. Un de ses collaborateurs, ayant longtemps vécu au Canada, nous a dit par la suite que ce n'est pas forcément l'Occident qui est visé, car si aujourd'hui l'Occident est effectivement dominant, demain ce sera peut-être la Chine qui prendra sa place. Concernant la place de la loi islamique (*ash-Sharî'a*), la ligne du parti est la même que celle suivie par Hazim Abû Ismâ'îl durant sa campagne pour les élections présidentielles, à savoir l'objectif d'une application intégrale de la loi islamique en Égypte.

Ce discours, que certains observateurs qualifient de populiste, en raison de l'impossibilité d'application d'un tel programme, à moins de graves conflits en Égypte, séduira sans doute les activistes islamistes les plus engagés. La principale faiblesse du HR demeure toutefois son ancrage limité dans les milieux les plus pauvres non politisés, dû principalement à l'absence d'une branche caritative, contrairement aux FM et au HN, qui tirent un large profit électoral de leur investissement sur le terrain social aux côtés des plus démunis. Hormis cet aspect du vote dans les milieux populaires, il importe de rappeler que les réservoirs de voix vers lesquels peuvent se diriger les stratèges du HR sont en premier lieu les déçus des Frères Musulmans. Le choix de cette cible place ainsi le HR en concurrence directe avec le HN, qui lui aussi entend rallier une partie des mécontents ou des déçus des FM, dont les causes de la désaffection envers le mouvement sont diverses et parfois contradictoires<sup>16</sup>. Le second segment du champ islamiste vers lequel le HR peut espérer puiser des voix sont les milieux les plus modérés du courant jihadiste, dont l'un des leaders, le prédicateur syrien Abû Basîr at-Tartûsî, avait soutenu la candidature de Hâzim Abû Ismâ'îl lors des élections présidentielles. Toutefois, le coup d'État du 3 juillet 2013 a selon toute vraisemblance sonné le glas de l'expérience politique des membres du HR, qui ne sera probablement jamais légalisé, laissant ainsi au HN le monopole de l'expression du salafisme politique, bientôt réduite à sa plus simple expression.

---

<sup>15</sup> Entretien avec l'auteur, Le Caire, le 10 mai 2013.

<sup>16</sup> Ainsi une partie des anciens électeurs des Frères Musulmans leur reproche d'avoir tenté de s'accaparer l'ensemble des leviers de contrôle de l'État égyptien, au profit d'un agenda sectaire. À l'inverse, d'anciens sympathisants des FM ne se reconnaissent plus dans un parti faisant trop de concessions sur les questions sociétales, notamment sur la place de la loi islamique dans la constitution égyptienne, sans parvenir à aucun résultat.

#### 1.4 - Le Hizb an-Nûr et les salafis quiétistes face au coup d'État : un retour à la soumission politique ?

Contrairement à une idée véhiculée dans la presse, mais aussi par certains observateurs avisés, le ralliement du HN au soir du 3 juillet 2013, offrant ainsi une caution religieuse (à côté du *shaykh* d'al-Azhar) au coup d'État militaire, ne constitue pas un revirement politique. Ce ralliement à l'armée égyptienne est dans la continuité de la ligne idéologique du HN, qui considère l'institution militaire comme un partenaire, voire un arbitre, plutôt que comme un adversaire politique. Au-delà de la branche politique de la DSA, cette attitude de soumission envers l'armée rappelle la position adoptée par les dirigeants de la DSA lors de la révolution du 25 janvier 2011, à laquelle ils s'opposèrent jusqu'au bout. *A contrario*, les *shuyûkh* n'appartenant pas formellement à la DSA, mais considérés comme en étant idéologiquement proches, tels que Muhammad Hassân, Muhammad Husayn Ya'qûb et Mustafâ al-'Adawî, ont prudemment condamné la destitution de Muhammad Morsi. Leur fidélité à M. Morsi s'explique par leur rapprochement au cours des derniers mois avec les Frères Musulmans, au détriment de la DSA et du HN qui furent peu à peu marginalisés sur les chaînes salafites égyptiennes. Toutefois, leurs critiques très mesurées envers l'institution militaire rappellent l'attentisme, voire l'opportunisme, dont ces prédicateurs firent preuve lors de la révolution du 25 janvier, à laquelle ils ne se rallièrent que très tardivement, contrairement à la DSA, qui demeura plus dogmatique dans son soutien aux autorités.

Dans cet exercice de soumission au pouvoir, les cadres du HN et plus largement les dirigeants de la DSA doivent faire face à la concurrence des prédicateurs salafis du courant madkhaliste, prônant une soumission politique totale envers les régimes autoritaires du monde arabe. Déstabilisés par la chute des régimes autoritaires, dont ils étaient des soutiens indéfectibles, les disciples égyptiens de Rabî' b. Hâdî al-Madkhalî justifièrent leur opposition absolue à la Révolution du 25 janvier en recourant aux thèses conspirationnistes. Ainsi, au lendemain de la chute de Hosni Moubarak, le *shaykh* Muhammad Sa'îd Raslân prononça un sermon intitulé « La mise en place du quinzième protocole des Sages de Sion », censé démontrer que le soulèvement égyptien était en réalité un complot sioniste. Approfondissant sa réflexion, il déclara par la suite que l'ensemble des révolutions du « printemps arabe » n'était en réalité qu'une tentative de la franc-maçonnerie d'affaiblir les États arabo-musulmans. Sans surprise, son hostilité de principe aux Frères Musulmans le poussa à rallier l'État profond égyptien et l'institution militaire en soutenant sans réserve le renversement de M. Morsi. Lors du sermon du premier vendredi ayant suivi le coup d'État, il déclara que les salafis devaient soutenir le peuple égyptien et son armée, amalgamant volontairement dans son prêche les manifestants pro-Morsi du Caire et les jihadistes du Sinaï en un seul et même complot dirigé contre l'armée égyptienne<sup>17</sup>.

Plus radical que Muhammad Sa'îd Raslân, le prédicateur Tal'at Zahrân appela non seulement ses partisans à manifester en faveur du général Sissi, qui en avait fait la demande, mais aussi à tuer les partisans de Morsi, assimilés à la secte hétérodoxe des Kharijites (*Khawârij*), qui se

---

<sup>17</sup> En ligne : <http://www.youtube.com/watch?v=RphXPEJULFI>, consulté le 18 août 2013.

rebellèrent contre l'autorité du quatrième Calife 'Alî b. Abî Tâlib. À ses disciples, qui s'interrogèrent sur la contradiction entre ses positions pro-putschistes et son prêche stigmatisant les Kharijites rebelles à l'autorité de l'État, il expliqua lors de son sermon du vendredi que le seul dirigeant légitime était celui qui détenait la réalité des pouvoirs, c'est-à-dire le chef des forces armées égyptiennes<sup>18</sup>.

Moins éradicateur que ses anciens compagnons de route, l'ex-leader du courant madkhaliste en Égypte, Usâma al-Qûsî, s'est progressivement éloigné de ce courant peu de temps avant la révolution du 25 janvier 2011. Entrepreneur du religieux désireux de prospérer sur un marché hyperconcurrentiel, il opte aujourd'hui pour le créneau du « salafisme libéral », offrant ses services de consultant pour justifier religieusement, avec une argumentation théologique salafie, des positions sociétales progressistes<sup>19</sup>. Ce rapprochement avec des milieux libéraux, mais aussi avec l'Église copte<sup>20</sup>, l'a conduit à soutenir l'initiative « *Tamarud* » (rébellion)<sup>21</sup>, à l'origine de la manifestation du 30 juin ayant justifié la destitution de M. Morsi par l'institution militaire. Lors d'un entretien accordé en mai 2013, Usâma al-Qûsî nous a affirmé séparer désormais la sphère religieuse de la sphère politique, raison pour laquelle il n'a pas cherché à justifier théologiquement la rébellion contre le chef de l'État.

« Je me définis comme un musulman "copte" (qui signifie égyptien, selon une déformation locale du grec), salafi rationaliste, qui distingue la politique de la religion tout comme on établit une distinction entre les sciences dures – mathématiques, physiques, biologie – et les sciences religieuses – exégèse coranique, science du hadith ou jurisprudence islamique. [...] En ce qui concerne les Frères Musulmans, j'estime qu'aujourd'hui c'est le début de la fin pour eux. Leur histoire a commencé en Égypte et elle se terminera en Égypte si Dieu le veut. Dites-vous bien que tous les problèmes des musulmans dans le monde viennent de cette confrérie, qu'est-ce qui est à l'origine d'al-Qaïda, de Ben Laden et de toutes les organisations terroristes dans le monde ? C'est la pensée qutbiste et d'où viennent les qutbistes ? Des Frères Musulmans ! Le grand ouléma du Yémen Muhammad b. Ibrâhîm al-Wazîr disait en parlant des chiites zaydites yéménites, jugé plus modérés que les chiites imamites duodécimains : "montre-moi un petit zaydite et je t'en sortirai un grand râfidite<sup>22</sup>". Quant à moi,

---

<sup>18</sup> En ligne : <http://www.youtube.com/watch?v=XQ-P85Q-opg>, consulté le 18 août 2013.

<sup>19</sup> Il a notamment été invité au festival du film égyptien du Caire en 2012, au cours duquel il a déclaré la permission de tourner des scènes dénudées, à condition toutefois que celles-ci aient un intérêt pédagogique. [En ligne], <http://www.youtube.com/watch?v=58O1TpGmZec>, consulté le 18 août 2013.

<sup>20</sup> A notre connaissance, Usâma al-Qûsî est le seul salafi égyptien invité régulièrement à prendre la parole par les dignitaires de l'Église copte, tant la branche majoritaire « copte orthodoxe » que la minorité « catholique copte » (en ligne : <http://www.youtube.com/watch?v=8oq69atVfOA>, consulté le 18 août 2013).

<sup>21</sup> Sa signature de la pétition « *Tamarud* », exigeant la chute de M. Morsi, a notamment été médiatisée (en ligne : <http://www.youtube.com/watch?v=MU9HTG8Aqd8>, consulté le 18 août 2013).

<sup>22</sup> Ce terme péjoratif, signifiant l'appartenance au parti du refus (*Rafd*) des trois premiers califes de l'islam - Abû Bakr (m. 634), 'Umar Ibn al-Khattâb (m. 644) et 'Uthmân Ibn 'Affân (m. 656) - désigne le plus souvent les chiites duodécimains, dont les principales communautés se trouvent en Iran, en Irak et au Liban. Contrairement aux zaydites, qui passent pour des chiites plus modérés aux yeux des sunnites, les chiites duodécimains lancent régulièrement des malédictions envers les trois premiers califes, pratique qui serait rejetée par le zaydisme reconnaissant à ces trois premiers califes une certaine forme de légitimité politique.

Usâma al-Qûsî l'Égyptien, je dis "montre-moi un petit *ikhwânî* (membre des Frères Musulmans) et je t'en sortirai un grand kharijite". »<sup>23</sup>

Les discours éradicateurs des Madkhalistes et les positions marginales d'Usâma al-Qûsî, qui tient à affirmer qu'un copte peut tout à fait devenir Président de l'Égypte<sup>24</sup>, demeurent toutefois incompréhensibles pour l'écrasante majorité des salafis égyptiens, dont les sympathies vont plutôt au HN de la DSA ainsi qu'aux salafis inclusifs proches de Muhammad Hassân. Pour ce large segment du courant salafî en Égypte, on peut désormais émettre trois hypothèses quant aux choix politiques de ses militants et sympathisants dans les mois ou les semaines à venir. Dans le premier cas de figure, le pouvoir militaire finirait par l'emporter sur les manifestants pro-Morsi, ce qui impliquerait inévitablement une forme de retour au régime de Hosni Moubarak. Dans cette optique, seuls les partis ne s'opposant pas politiquement à l'institution militaire pourraient désormais se présenter aux élections, ce qui serait le cas du HN. Cette première hypothèse irait dans le sens d'un « scénario marocain », en référence à la politique de la monarchie chérifienne vis-à-vis des islamistes, qui conditionne leur accès au champ politique légal à leur reconnaissance préalable des « constantes de l'État marocain ».

Le second cas de figure, un « scénario du *statu quo* », verrait le HN rester neutre, sans prendre parti pour l'un des deux camps. Ce second scénario nécessite que le mouvement actuel de protestation, de moins en moins pro-Morsi et de plus en plus islamiste, puisse se poursuivre sans que l'Égypte ne sombre dans la guerre civile. Dans le cas contraire, la répression de la majorité des islamistes atteindrait alors un tel degré de violence que le HN serait contraint d'exprimer une forme de solidarité avec les Frères Musulmans, sous peine de perdre une large part de sa base qui, malgré ses divergences avec les Frères, ne veut pas les voir humiliés ni torturés. Dans le « scénario du *statu quo* », le HN serait malgré tout affaibli, mais conserverait néanmoins une certaine crédibilité, en tant qu'intermédiaire entre les deux camps.

Enfin, un troisième scénario existe, celui du pire, qui verrait s'opposer la majorité des islamistes, et plus seulement les Frères Musulmans, à l'armée et à ses partisans dans une terrible guerre civile qui provoquerait des centaines de milliers de morts. Dans ce scénario catastrophe, le HN perdrait probablement toute crédibilité, du seul fait de son existence légal, à l'instar du discrédit qui frappa les milieux islamistes sunnites tolérés par l'occupation américaine en Irak et en Afghanistan ou, dans un contexte plus proche du cas égyptien, par la junte militaire encore au pouvoir en Algérie.

---

<sup>23</sup> Entretien avec l'auteur au Caire, 12 mai 2013.

<sup>24</sup> [En ligne] <http://www.youtube.com/watch?v=-tK9lmmHHZI>, consulté le 18 août 2013.



## 2 - Le retour des jihadistes

### 2.1 - Des jihadistes sur la place Tahrîr ?

Au lendemain de la chute de Hosni Moubarak, à la faveur de la fin de « l'état d'urgence » et de la découverte de la « liberté d'expression » post-Moubarak, les jihadistes égyptiens ont quitté la clandestinité et sont de nouveau visibles dans l'espace public. Ainsi, durant les derniers jours du régime, les membres du courant jihadiste qui n'étaient pas emprisonnés s'installèrent peu à peu sur la place Tahrîr, en y organisant régulièrement des manifestations, qui se sont multipliées après l'effondrement du régime. Progressivement rejoints par les autres membres du courant jihadiste, libérés de prison après l'effondrement des services de l'ancien régime, ils sont aujourd'hui de retour sur la scène islamique égyptienne.

Au sein de ce courant, deux générations de militants égyptiens se côtoient, la première, celle des plus jeunes, regroupe l'ensemble de la « génération al-Qaïda », dont l'engagement est postérieur à l'émergence du « Jihad global » apparu entre la fin des années quatre-vingt-dix et le 11 septembre 2001. La seconde génération, quant à elle, celle des anciens, est issue du Jihad égyptien, appelé également Organisation du Jihad (*Tanzîm al-Jihâd*), fondée par de jeunes étudiants au début des années quatre-vingt. Sous la direction d'Aymân az-Zawâhirî, cette organisation finit par fusionner avec plusieurs groupes sous l'autorité d'Oussama Ben Laden au sein d'une nouvelle structure baptisée, dans un premier temps, le Front islamique mondial contre les juifs et les croisés. Par la suite, cette structure prit le nom de *Qâ'idat al-Jihâd*, autrement dit al-Qaïda telle que nous la connaissons aujourd'hui. Nombre de ces vétérans d'al-Qaïda, initiateurs du « Jihad global », détenus pour la plupart sans jugement, ont été libérés après la chute du régime de Hosni Moubarak. Parmi ces hommes, on trouve notamment Muhammad az-Zawâhirî, le frère cadet d'Aymân az-Zawâhirî, *leader* d'al-Qaïda centrale, ainsi que Murjân Sâlim Jawahrî, plus connu sous le nom de plume de 'Abd al-Hakîm Hassân<sup>25</sup>. Ce dernier, qui accepta de nous accorder un entretien lors de notre séjour au Caire, fut notamment l'un des principaux cadres militaires de l'organisation d'Oussama Ben Laden au Waziristân.

Ce retour des jihadistes sur la scène égyptienne, alors que certains observateurs avaient au contraire estimé que la révolution du 25 janvier et le printemps arabe marquaient la fin de leur expérience politique, pose désormais la question de la liberté d'expression et de ses limites dans

---

<sup>25</sup> L'ensemble des ouvrages de 'Abd al-Hakim Hassân peuvent être consultés sur Internet (en ligne : <http://www.tawhed.ws/a?a=qnrke2ke>, consulté le 18 août 2013).



Muhammad az-Zawâhirî (à gauche) et Murjân Sâlim alias 'Abd al-Hakîm Hassân (à droite, avec le microphone) (source : <http://i1.ytimg.com/vi/o9IxCagoFW4/hqdefault.jpg>).

l'ensemble du monde arabe. Souvent, ils ont été présents sur la place Tahrîr, au centre-ville du Caire, et parfois aux côtés des jeunes révolutionnaires libéraux, lorsqu'ils contestaient les pouvoirs du Conseil suprême des Forces militaires, mais aussi les compromissions politiques des Frères Musulmans et du Hizb an-Nûr. Grâce à leur présence sur la place Tahrîr, les prédicateurs jihadistes sont parvenus à acquérir leur premier terrain d'expression dans l'espace public, l'accès aux chaires des mosquées leur restant dans un premier temps refusé. Conscients de l'occasion ainsi offerte de pouvoir enfin prêcher sans entraves,

tant qu'ils n'appellent pas explicitement à commettre des violences, ces prédicateurs privilégièrent la diffusion de leurs idées à l'activisme armé. Présents également sur les réseaux sociaux (Facebook et Twitter) ou encore sur YouTube, la célèbre plateforme de partage de vidéos, Dâwud Khayrât (au Caire) et Ahmad 'Ashûsh (à Alexandrie) furent ainsi les premiers à prêcher au grand jour l'idéologie jihadiste, au lendemain de la chute de Mubarak.

Dans la banlieue du Caire, à Nasr City, Dâwud Khayrât a fondé le Mouvement islamique pour l'application de la Charia (*Harakat al-Islamiyya li-tatbîq ash-Sharî'a*), tandis qu'Ahmad 'Ashûsh a pris la tête d'Ansâr ash-Sharî'a à Alexandrie. Selon nos observations, ces deux associations jihadistes paraissent s'inspirer du modèle d'Ansâr ash-Sharî'a en Tunisie, dont l'idéologie est explicitement jihadiste tout en conservant une ligne non violente dans sa prédication au niveau local. Cette impression a été confirmée lors de notre rencontre avec Dâwud Khayrat, qui nous a accordé un bref entretien dans le bureau de son association à Madînat Nasr, non loin de la place Rabî'a al-'Adawiyya, où furent massacrés les manifestants pro-Morsi par l'armée égyptienne. Âgé d'une trentaine d'années, Dâwud Khayrat a étudié à l'Université d'al-Azhar, dont il est sorti avec un diplôme de Magister peu de temps avant d'être incarcéré près d'un an et demi, pour avoir tenu des propos hostiles au régime durant ses prêches dans les mosquées du Caire<sup>26</sup>. Libéré avant la révolution, il a participé aux manifestations de la place Tahrîr jusqu'à la chute du régime Mubarak, avant de fonder le Mouvement islamique pour l'application de la Charia, qui suscite un certain intérêt sans toutefois parvenir à acquérir une envergure nationale.

Malgré la fin de la censure, ce qui permet désormais à ses partisans de prêcher ouvertement dans les mosquées, le courant jihadiste égyptien paraît nettement moins puissant qu'en Tunisie,

<sup>26</sup> Entretien avec l'auteur, Le Caire, 3 mai 2013.

où l'organisation Ansâr ash-Sharî'a<sup>27</sup> est aujourd'hui le second mouvement religieux le plus populaire après an-Nahda. Selon Dawûd Khayrat, c'est la diversité de l'offre et, ce faisant la densité de la scène islamique égyptienne durant l'ère Moubarak, y compris dans le registre salafi, qui explique les difficultés rencontrées par le courant jihadiste pour faire entendre sa voix, en comparaison avec la facile conquête des mosquées par les jihadistes tunisiens chassant les imams de Ben Ali.

« Si nous sommes encore relativement peu nombreux c'est d'abord parce que beaucoup d'entre nous ont été longuement emprisonnés, comme partout ailleurs dans le monde. En outre [à la différence de la Tunisie] durant toutes ces années d'incarcération, d'autres courants se sont développés, qui ont conquis un public, et détiennent aujourd'hui plusieurs médias et chaînes de télévision pour diffuser leur pensée. »

Concernant les médias détenus par des courants rivaux, Dawûd Khayrat fait bien entendu référence aux chaînes satellites salafies telles qu'an-Nâs, ar-Rahma ou al-Hikma, diffusant quasiment exclusivement des émissions animées par des *shuyûkh* appartenant au courant salafi inclusif et quiétiste. Toutefois, par souci d'apparaître comme pluraliste aux yeux de ses téléspectateurs, la chaîne ar-Rahma a invité à plusieurs reprises Ahmad 'Ashûsh pour débattre face à des contradicteurs salafis quiétistes ; la direction d'ar-Rahma est même allée jusqu'à lui accorder plusieurs heures d'antennes en août 2012<sup>28</sup>. Hormis Dâwûd Khayrat et Ahmad 'Ashûsh, la personnalité jihadiste la plus sollicitée par les médias égyptiens, y compris les chaînes généralistes, telles que Al Arabiya Egypt, est bien entendu Muhammad az-Zawâhirî.

## 2.2 - Le jihadisme inclusif de Muhammad az-Zawâhirî et les débats qu'il suscite

Libéré la première fois en mars 2011, avant d'être rapidement remis en prison par la cour de justice des tribunaux militaires, qui l'acquitta définitivement un an plus tard, en mars 2012<sup>29</sup>, Muhammad az-Zawâhirî est le frère cadet d'Aymân az-Zawahiri, devenu le chef de l'organisation al-Qaïda après la mort d'Oussama Ben Laden en mai 2011. Son nom de famille lui a grandement facilité l'accès aux médias égyptiens et internationaux, lui permettant en quelque sorte de devenir le porte-parole quasi officiel du courant jihadiste égyptien. Toutefois, lors de notre enquête de terrain au mois de mai 2013, son *leadership* commençait à être remis en cause, en raison de certaines de ses positions doctrinales, jugées trop laxistes par certains jihadistes égyptiens. En

---

<sup>27</sup> Sur Ansâr ash-Sharî'a voir notamment le rapport du Crisis Group, *Tunisie : violences et défi salafiste*, International Crisis Group, Rapport Moyen-Orient/Afrique du Nord n° 137, 13 février 2013 (en ligne : <http://www.crisisgroup.org/fr/regions/moyen-orient-afrique-du-nord/afrique-du-nord/Tunisia/137-tunisia-violence-and-the-salafi-challenge.aspx>, consulté le 19 août 2013). A la suite de la publication de ce rapport, nous avons publié une tribune afin d'ouvrir un débat sur certains points de ce document : R. CAILLET, « A propos du salafisme tunisien ou les impasses de la diabolisation », *Saphir News*, 21 février 2013 (en ligne : [http://www.saphirnews.com/A-propos-du-salafisme-tunisien-ou-les-impasses-de-la-diabolisation\\_a16266.html](http://www.saphirnews.com/A-propos-du-salafisme-tunisien-ou-les-impasses-de-la-diabolisation_a16266.html)).

<sup>28</sup> En ligne : <http://www.youtube.com/watch?v=ZqhZwM16578>, consulté le 20 juin 2013.

<sup>29</sup> Dans le contexte de la répression frappant les partisans de M. Morsi, puis plus largement tous les islamistes contestant l'autorité de l'institution militaire, Muhammad az-Zawâhirî a été arrêté le 17 août 2013, puis incarcéré, au motif d'avoir soutenu... l'ex-Président M.Morsi.

effet, contrairement à la majorité des partisans du courant jihadiste, Muhammad az-Zawahiri n'excommuniait pas le Président déchu M. Morsi, qu'il jugeait musulman malgré l'absence d'application intégrale de la loi islamique (*ash-Shari'a*) sous sa présidence. Cette position, qui peut paraître surprenante au premier abord, s'inscrit en réalité dans une certaine continuité de la doctrine adoptée depuis plusieurs années par l'organisation al-Qaïda, notamment sous l'influence d'Aymân az-Zawâhirî.

En effet, si l'anti-occidentalisme d'Aymân az-Zawâhirî ne souffre aucune discussion, sa position envers les membres des institutions égyptiennes du régime de Hosni Moubarak était plus mesurée. Quelques semaines après la conférence d'Annapolis, tenue en novembre 2007, il publia un communiqué dans lequel il s'adressa aux policiers égyptiens en des termes qui laissent penser qu'il s'abstenait de faire usage à leur encontre de l'arme canonique du *takfir* (« anathème ») et acceptait de les considérer comme des musulmans.

« Je lance mon appel aux soldats de l'armée égyptienne : ne soyez pas une aide envers les croisés et les juifs contre vos frères palestiniens ; car certes l'Amérique veut encercler les musulmans dans un secteur de Gaza entre les juifs et vous ; ne soyez donc pas des supporters de la Croix et des juifs, mais soyez plutôt des supporters de Dieu et de son Messager. »<sup>30</sup>

La fraternité dont il est question entre les soldats égyptiens et les militants palestiniens est selon toute vraisemblance la fraternité islamique, car on verrait mal Aymân az-Zawâhirî en appeler à la solidarité nationaliste panarabe. Plus surprenant encore, l'actuel chef d'al-Qaïda n'excommunierait pas non plus la plupart des fidèles de confession chiite, si l'on en croit un document attestant d'une correspondance avec Abû Mus'ab az-Zarqâwî, à qui Aymân az-Zawâhirî aurait reproché sa stratégie anti-chiite, en lui rappelant que la majorité d'entre eux étaient excusés par leur ignorance<sup>31</sup>. Moins connu du public jihadiste, mais aucunement contesté, un ancien communiqué d'az-Zawâhirî portant sur le régime iranien, intitulé « Notre position sur l'Iran »<sup>32</sup>, confirme son refus d'excommunier la plupart des chiites. Dans ce document, Aymân az-Zawâhirî énumère les croyances les plus hétérodoxes communément attribuées aux chiites, y compris celle sur l'altération du Coran<sup>33</sup>, pour en conclure que les chiites non instruits des choses de la religion sont excusés par leur ignorance.

---

<sup>30</sup> L'intégralité de ce message, intitulé « la trahison d'Annapolis », peut être consulté en anglais (en ligne : <http://worldanalysis.net/smf/index.php?topic=160.0>, consulté le 19 août 2013).

<sup>31</sup> S'agissant d'un document interne à al-Qaïda, découvert par l'armée américaine en Irak, qui l'a ensuite diffusé, son authenticité est bien évidemment contestée. On peut toutefois consulter une traduction de cette lettre en français (en ligne : <http://www.recherches-sur-le-terrorisme.com/textesislamistes/zawahiri-zarqaoui.html>, consulté le 19 août 2013.).

<sup>32</sup> En ligne : <http://www.tawhed.ws/r?i=zta7deht>, consulté le 19 août 2013.

<sup>33</sup> En réalité, l'écrasante majorité des chiites duodécimains, courant majoritaire en Iran, considèrent aujourd'hui que le Coran n'a pas été altéré, y compris dans les milieux les plus radicaux. A titre d'exemple, le prédicateur Yâsir al-Habîb, déchu de sa nationalité koweïtienne et ayant obtenu le statut de réfugié politique à Londres (en raison de l'extrémisme de ses prêches, donc peu suspect de dissimulation [*Taqiyya*]), s'est exprimé sur cette question : <http://www.youtube.com/watch?v=mC1xiTj40BA>, consulté le 19 août 2013.

Plus récemment, Aymân az-Zawâhirî a publié, au lendemain de l'anniversaire des attentats du 11 septembre, un document intitulé *Orientations générales de l'action jihadiste*<sup>34</sup> dans lequel il recommande à ses partisans de donner la priorité à la lutte contre l'Occident et de s'abstenir de combattre « les hérétiques s'affiliant à l'islam tels que les râfidites (les chiites duodécimains) »<sup>35</sup>. Ce positionnement d'Aymân az-Zawâhirî, et à travers lui d'al-Qaïda centrale, tranche avec celui d'autres groupes, notamment l'État Islamique en Irak et au Levant (EIIL), qui a fait de la lutte contre l'expansionnisme iranien, et ses agents dans le monde arabe, la priorité de son agenda politico-militaire<sup>36</sup>.

Ces positions modérées d'Aymân az-Zawâhirî, accordant « l'excuse de l'ignorance » (*al-'udhru bi-l-jahl*) pour la masse des chiites ou celle de « la mauvaise interprétation des textes » (*at-ta'wîl*) pour Mohammed Morsi, ne sont pas celles du *shaykh* 'Abd al-Hakîm Hassân qui reconnaît explicitement sur ce point une réelle divergence de vues avec Muhammad az-Zawâhirî. Personnalité particulièrement respectée au sein du courant jihadiste international, 'Abd al-Hakîm Hassân, dont le véritable nom est Murjân Sâlim Jawahrî, semble être tenu en haute estime par chef d'al-Qaïda centrale, qui lui a consacré quelques lignes biographiques dans son dernier ouvrage publié en 2008.

« Le *shaykh* 'Abd al-Hakîm Hassân a une longue expérience d'exil (Hijra), de combat et de Jihad en Égypte où il a été torturé, mais a tenu bon. Il est diplômé de la faculté de commerce puis de celle d'al-Azhar, il a une grande œuvre scientifique et éducative, dont on peut citer *La révélation des principales questions sur la foi et l'impiété*, en trois volumes, *Le Jihad sur la voie de Dieu, mœurs et jurisprudence*, ou son livre *Le guide des mujâhidîn dans le testament du Prophète fidèle* qui explique le testament du prophète sur l'obéissance à avoir envers les responsables. Il émigra en Afghanistan à deux reprises, la première fois lors du Jihad contre les Russes et la seconde à l'époque de l'Émirat islamique d'Afghanistan, il dirigea la revue *Repères du Jihad*, une revue scientifique publiée par la communauté du Jihad, il créa le centre Saladin pour la prédication en continuant à enseigner. Lorsque l'Amérique lança sa croisade contre l'Afghanistan, il resta parmi les mujâhidîn enseignant, émettant des fatwas et faisant office de juge. Il a un site Internet où l'on peut trouver ses déclarations et ses fatwas. »<sup>37</sup>

Après avoir pris la mesure de sa popularité et de son influence au sein du courant jihadiste, nous avons cherché à le rencontrer dans le cadre d'un entretien qu'il accepta volontiers,

---

<sup>34</sup> A. az-ZAWÂHIRÎ, *Tawjihât 'amma lil-l-'amal al-jihâdî*, éd. et trad., Fursan Al-Balagh Media, *Orientations générales de l'action jihadiste*, 2013 : <http://t.co/LWAjbeNNZy>, consulté le 26 septembre 2013.

<sup>35</sup> *Ibid.*, p. 6.

<sup>36</sup> Voir R. CAILLET, « Syrie : querelle de légitimité pour la direction du jihad entre Jabhat an-Nusra et l'Etat Islamique d'Irak et du Levant », *Relioscope*, (entretien avec Olivier Moos), juillet 2013. [En ligne] [http://religion.info/french/entretiens/article\\_617.shtml#UdbukW2TYU0](http://religion.info/french/entretiens/article_617.shtml#UdbukW2TYU0), consulté le 26 septembre 2013.

<sup>37</sup> A. az-ZAWÂHIRÎ, *Risâla fî tabri'at ummat al-qalam wa-s-sayf min manqasa tuhamat al-Khawar wa-d-da'f*, As-Sahâb, 2008, trad. J-P. MILELLI, *L'absolution*, Paris, Editions Milelli, 2008, p. 78.

contrairement à Muhammad az-Zawâhirî, qui s'excusa au téléphone, évoquant un contexte difficile sans donner davantage de détails<sup>38</sup>.

Le début de notre entretien avec 'Abd al-Hakîm Hassân porta sur sa perception de l'Égypte après près de trente ans passés à l'étranger, dont vingt-sept ans en Afghanistan, qu'il quitta durant la guerre civile qui suivit le retrait des forces soviétiques, pour y revenir sous le régime des Talibans en 1996. Fort de cette expérience, et enrichi aujourd'hui d'un certain recul, nous lui avons demandé de nous faire part du regard qu'il portait sur « la société musulmane égyptienne » de 2013, en comparaison avec celle qu'il avait quittée quelques décennies plus tôt.

« Aujourd'hui c'est bien mieux qu'hier, désormais les gens n'ont plus peur de parler et nous pouvons porter la voix de la vérité partout, même dans les grands médias. Autrefois, les gens étaient terrifiés face aux autorités et n'osaient même pas nous adresser la parole, maintenant les gens qui me voient sur Internet ou à la télévision m'interpellent quand ils me croisent dans la rue pour me poser des questions sur tous les types de sujets. »<sup>39</sup>

La découverte de la liberté d'expression dans l'espace public, étant le principal changement observé depuis la chute du régime de Hosni Moubarak en février 2011, c'est-à-dire un peu plus d'un an avant sa libération<sup>40</sup>, nous reformulons la question, en précisant n'entendre, par « société musulmane égyptienne », pas seulement les fidèles de base, rencontrés à la mosquée ou ailleurs, mais également les prédicateurs et le contenu de leurs prêches dans les mosquées.

« Ah si tu parles des imams dans les mosquées, effectivement c'était mieux avant nous n'avions pas ces prédicateurs du Parlement et tous ces charlatans qui trompent les gens avec tous ces arguments fallacieux (*ash-Shubuhât*). Donc de ce point de vue, oui effectivement les prédicateurs des années quatre-vingt valaient mieux que ceux d'aujourd'hui. »

En poursuivant notre entretien, nous évoquons la question sécuritaire (nous étions alors au courant du mois de mai 2013) ; il nous fait part de ses craintes réelles que la situation ne dégénère dangereusement en Égypte.

« Personnellement, je crains que dans l'espace d'environ une année il y ait un affrontement entre l'armée égyptienne et le courant jihadiste en raison de ce qui se passe au Sinaï. Les gens du Sinaï sont nos frères, qu'il s'agisse des mujâhidîn ou des simples habitants, et nous ne pourrions pas rester les bras croisés. S'ils se font opprimer ou massacrer par l'armée égyptienne nous réagirons. »

En nous remémorant ses propos, il n'est pas difficile d'imaginer à quel point la colère a dû l'envahir en visionnant les images atroces des victimes de la répression, notamment après les

---

<sup>38</sup> Selon un journaliste égyptien proche des milieux sécuritaires, notre demande d'entretien avait sans doute été refusée parce qu'elle intervenait à un moment où les Frères Musulmans, qui gouvernaient alors l'Égypte, avaient explicitement demandé à Muhammad az-Zawâhirî d'éviter d'accorder des interviews aux journalistes occidentaux. Les autorités islamistes de l'époque craignaient que des déclarations choques de Muhammad az-Zawâhirî, relayées par la presse étrangère, ne suscitent l'inquiétude de leurs partenaires français, anglais ou américains.

<sup>39</sup> Entretien avec l'auteur, Le Caire, 6 mai 2013.

<sup>40</sup> 'Abd al-Hakîm Hassân a été libéré en mars 2012, en même temps que Muhammad az-Zawâhirî.

tueries de la mosquée Râbi‘a al-‘Adawiyya, le 14 août 2013, ou de la mosquée Fath, place Ramsès, le 17 août. En outre, pour ces hommes, savoir que des milliers de manifestants en majorité pacifiques, mais considérés comme des terroristes par le discours officiel, sont désormais détenus rappelle de bien mauvais souvenirs. En effet, Muhammad az-Zawâhirî a été torturé et détenu au secret pendant des années, sans que sa femme ni ses enfants ne sachent s’il était mort ou vivant. Quant à ‘Abd al-Hakîm Hassân, il évoque souvent dans ses interviews les sévices que la sécurité d’État égyptienne infligea à toute sa famille, y compris la plus jeune de ses filles, âgée de sept ans, qui fut torturée à coup de décharges électriques sous ses yeux <sup>41</sup>. Devant la colère suscitée par les tueries Râbi‘a al-‘Adawiyya et de Ramsès et les appels aux armes sur les réseaux sociaux, plusieurs leaders jihadistes ont appelé à la retenue, expliquant que chaque martyr serait vengé, mais au moment opportun.

Dans le coin supérieur droit, l'image est titrée : « L'Armée égyptienne traître assassine les innocents ».

Comme la suivante, cette image provient du forum jihadiste d'élite Shumûkh al-Islâm, dont on remarque le logo sur ces illustrations.



### 2.3 - Les jihadistes au secours des Frères Musulmans ?

La première raison expliquant l’arrestation de Muhammad az-Zawâhirî le 17 août 2013 dans le secteur de Gîza, officiellement pour son soutien à M. Morsi, avait pour cause la crainte des nouvelles autorités de voir les Frères Musulmans, avec lesquels M. az-Zawâhirî n’est pas en mauvais terme, se rapprocher des jihadistes. La seconde raison est liée à la politique étrangère du général Sissi, rappelant aux États-Unis que l’armée égyptienne est un partenaire indispensable dans la lutte contre al-Qaïda à l’heure où les ambassades américaines sont visées par l’organisation jihadiste. Cette analyse est, en partie, partagée par ‘Abd al-Hakîm Hassân, qui a dénoncé sur son compte Twitter l’arrestation, puis l’incarcération de M. az-Zawâhirî, qu’il interprète comme un enlèvement ordonné par les Américains<sup>42</sup>. Le 9 septembre, il a

<sup>41</sup> En ligne : <http://www.youtube.com/watch?v=dyeR5Cms1UU>, consulté le 19 août 2013.

<sup>42</sup> Voir son tweet du 17 août en fin de soirée : [https://twitter.com/Morgan\\_gohari/status/368800223478304768](https://twitter.com/Morgan_gohari/status/368800223478304768), consulté le 17 août 2013.

publiquement demandé aux Frères Musulmans d'abandonner leurs revendications pour un retour au pouvoir de M. Morsi ; rappelant que le courant jihadiste rejetait la « démocratie » et les consultations électorales, il affirma que le pouvoir de M. Morsi n'était donc pas légitime et qu'il n'y avait pas lieu de manifester en sa faveur<sup>43</sup>. Qu'il s'agisse d'un positionnement politique sincère, conforme à l'idéologie jihadiste, ou d'une tactique visant à éviter d'être la cible de la répression, 'Abd al-Hakîm Hassân n'intervient plus aujourd'hui qu'occasionnellement sur les réseaux sociaux, afin de donner de ses nouvelles à ses partisans : il assurait ainsi le 18 septembre être toujours en bonne santé et en sécurité<sup>44</sup>. Quant à Dâwud Khayrat épargné par la première vague d'arrestation, il fut finalement arrêté par la sécurité d'Etat le 25 août au motif d'être le « bras droit » de Muhammad az-Zawâhirî. Une semaine plus tôt, malgré ses divergences idéologiques avec les Frères Musulmans, il avait réagi à la mort des 36 détenus, tous membres de la Confrérie, gazés ou étouffés dans la nuit du 18 août, en appelant à la vengeance<sup>45</sup>.

Cette solidarité envers les Frères Musulmans, exprimée sur les réseaux sociaux par les jihadistes, se traduit de plus en plus sur le terrain par la participation de militants jihadistes au mouvement de contestation. Ainsi, les manifestants pro-Morsi tombés sous les balles de la soldatesque ont peu à peu été remplacés par d'autres manifestants, qui ont troqué les portraits du Président déchu pour des drapeaux noirs, rappelant les étendards



brandis en Syrie. Sur les réseaux sociaux et les forums Internet, plusieurs activistes en ligne appartenant au courant jihadiste diffusent des montages photographiques au design très sophistiqué<sup>46</sup>, réalisés par les membres du forum Shumûkh al-Islâm<sup>47</sup>. Sur un autre montage, réalisé par un autre groupe de cyberactivistes, on peut voir un vieil homme, portant barbe et tenue islamique, versant des larmes sur ce qui reste d'un Coran ayant été brûlé lors de l'attaque d'une mosquée par les forces armées égyptiennes. Le slogan associé à cette photographie était le suivant : « C'est une guerre contre l'Islam, pas contre les Frères Musulmans ! ».

<sup>43</sup> <http://almogaz.com/news/politics/2013/09/10/1087890>, consulté le 26 septembre 2013.

<sup>44</sup> [https://twitter.com/Morgan\\_gohari/status/380376319315283968](https://twitter.com/Morgan_gohari/status/380376319315283968), consulté le 26 septembre 2013.

<sup>45</sup> Le tweet date de la nuit du 18 août : [https://twitter.com/dawod\\_khairat/status/369140540425506818](https://twitter.com/dawod_khairat/status/369140540425506818), consulté le 18 août 2013.

<sup>46</sup> Montages tirés du forum jihadiste Shumûkh al-Islâm (en ligne : <http://justpaste.it/3lt5>, consulté le 19 août 2013).

<sup>47</sup> Forum rassemblant l'élite du courant jihadiste militant sur Internet : chaque inscription nécessite le parrainage d'un membre actif ayant au moins signé plus de 500 contributions (en ligne : <http://shamikh1.info/vb/>, consulté le 19 août 2013).



# Conclusion

Les décisions que prendront les cadres des Frères Musulmans dans les mois à venir pourraient se révéler décisives, non seulement pour l'avenir de l'Égypte, mais également pour tout le Moyen-Orient et même probablement au-delà. En introduction de cette étude, nous avons rappelé que les Frères Musulmans avaient tout à perdre dans une guerre civile. Néanmoins, la violence de la répression militaire, provoquant la mort de plusieurs enfants des dirigeants de la confrérie, dont le fils de leur Guide suprême Muhammad Badī', lui-même victime d'une crise cardiaque lors d'un « interrogatoire » (certaines rumeurs sur les réseaux sociaux ont évoqué sa mort sous la torture), laisse désormais envisager la possibilité de voir un large secteur des islamistes prendre les armes, et non plus seulement les jihadistes. À ce stade, trois hypothèses peuvent vraisemblablement être envisagées :

1. La première verrait l'armée triompher sur les Frères Musulmans, dont l'aide libérale se détacherait progressivement de l'organisation pour fonder un nouveau parti politique, soumis au nouveau pouvoir, qui abandonnerait progressivement les concepts islamistes à l'instar des islamistes turcs, qui furent, eux aussi, chassés du pouvoir sous la pression de l'armée en juin 1997 puis formèrent un parti modéré de centre-droit, l'AKP, qui gouverne aujourd'hui la Turquie depuis 2002.
2. La seconde hypothèse envisage un pourrissement de la situation, qui verrait se dérouler régulièrement des combats limités en province et des attentats au Caire<sup>48</sup>, sans pour autant que l'Égypte ne sombre dans la guerre civile. Une insécurité structurelle s'étendrait alors à l'ensemble du territoire égyptien, affaiblissant la capacité des forces militaires à quadriller l'ensemble du pays, ce qui profiterait bien entendu aux milliers de jihadistes installés dans le Sinaï.
3. Enfin, la dernière hypothèse est celle d'une guerre civile généralisée où une majorité de cadres et surtout de militants des Frères Musulmans, éventuellement rejoints par certains militaires faisant défection, décideraient d'affronter par les armes le régime militaire du général Sissi. Une fois que la masse critique de combattants aurait été atteinte, les jihadistes

---

<sup>48</sup> Jeudi 5 septembre 2013, le ministre égyptien de l'Intérieur a échappé à un attentat près de son domicile à Nasr City dans la banlieue du Caire, le premier du genre depuis plusieurs années. Trois jours plus tard, l'organisation jihadiste des « Partisans de Jérusalem » (Ansâr Bayt al-Maqdis) revendiquait cet attentat au nom de la vengeance contre l'un des principaux responsables des tueries de Râbi'a al-'Adawiyya et de Ramsès.

se lanceraient alors de toutes leurs forces dans la bataille, espérant enrôler massivement dans des brigades jihadistes calquées sur le modèle syrien. C'est la stratégie envisagée par l'idéologue jihadiste Abû Sa'd al-Âmilî, dont la dernière tribune a été diffusée sur la page Facebook « Réseau égyptien du Jihad » (*Shabakat Misr al-Jihâd*)<sup>49</sup>. Alors que les responsables occidentaux craignent aujourd'hui que leur abandon du peuple syrien face à l'armée du régime de Bachar Al Assad ne favorise demain l'émergence d'un croissant jihadiste, allant de Fallouja en Irak jusqu'à Tripoli au Liban, les mêmes causes produiraient les mêmes effets, avec cette fois-ci en Égypte des conséquences incalculables en raison de la place (tant géographique que politique) occupée par ce pays dans le monde arabe, mais aussi en Afrique. En d'autres termes, la perspective d'un continuum jihadiste allant du Sinaï au Sahel ne relèverait alors plus du fantasme, mais de la réalité géopolitique.

*Le 19 août 2013, Beyrouth – mis à jour le 28 septembre 2013.*

---

<sup>49</sup> En ligne : <https://www.facebook.com/photo.php?fbid=572350519479309&set=a.571577912889903.1073741826.571566129557748&type=1>, consulté le 19 août 2013.



Principal courant religieux en Egypte, le salafisme incarne, à travers ses multiples expressions, à la fois la seconde force politique légaliste du pays et un défi sécuritaire crucial.

Face à ce qu'il faut bien appeler aujourd'hui une « contre-révolution », qui a permis à l'armée de chasser le gouvernement islamiste modéré des Frères Musulmans, la réaction des salafistes est la grande inconnue de l'équation égyptienne.

Dans cette étude, des imams éradicateurs favorables au nouveau régime militaire jusqu'aux combattants jihadistes du Sinaï, qui pourraient devenir les bénéficiaires de l'abandon des islamistes modérés par les démocrates arabes et les puissances occidentales, Romain Caillet est parvenu à restituer la complexité du salafisme égyptien.

**Institut Religioscope**

Grand'Places 14 - 1700 Fribourg - Suisse

[www.religioscope.org](http://www.religioscope.org)

[www.religion.info](http://www.religion.info)